



Direction de la Prévision et de la Statistique

**SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN
2005 ET PERSPECTIVES EN 2006**

Janvier 2006

Table des Matières

INTRODUCTION	3
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE	5
1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2005	5
1.1.1. Les ressources du PIB.....	5
1.1.2. Les emplois du PIB.....	7
1.1.3. Inflation et Compétitivité	8
1.2. Perspectives économiques en 2006	8
1.2.1. Les ressources du PIB.....	8
1.2.2. Les emplois du PIB.....	11
2.. LES FINANCES PUBLIQUES	11
2.1. Exercice budgétaire en 2005	11
2.1.1. Les recettes budgétaires	11
2.1.2. Les dépenses	12
2.1.3. La dette publique	13
2.2. Projections budgétaires en 2006	13
2.2.1. Les recettes budgétaires	14
2.2.2. Les dépenses	14
2.2.3. La dette publique	15
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	16
3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2005.	16
3.1.1. Evolution de la balance courante.....	16
3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	16
3.1.3. Le solde global.....	17
3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2006	17
3.2.1. Evolution de la balance courante.....	17
3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	17
3.2.3. Le solde global.....	18
4. LA SITUATION MONETAIRE	18
4.1. Evolution de la situation monétaire en 2005	18
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets	18
4.1.2. Le crédit intérieur	18
4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2006	19
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets.....	19
4.2.2. Le crédit intérieur	19

INTRODUCTION

La situation économique et financière du Sénégal est marquée en 2005 par la persistance de la flambée des prix du baril de pétrole qui ont atteint et dépassé la barre des 60 dollars en septembre, compensée par une bonne campagne agricole consécutive à une pluviométrie abondante et à une situation phytosanitaire satisfaisante. La croissance réelle du PIB est estimée à 6,1%, contre 5,6% en 2004 selon les comptes nationaux révisés.

Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 12,2% en 2005 contre 2,7% en 2004, essentiellement tirée par le sous secteur agricole. En effet, la croissance du sous- secteur agricole est estimée à 18,3% contre 4,0% en 2004 traduisant les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2005/2006.

Par contre, les tensions inflationnistes sur le marché du pétrole, n'ont pas été favorables à l'évolution de l'activité industrielle. La croissance du secteur en 2005 est estimée à 4,2% contre 6,2% en 2004, grâce au dynamisme du sous-secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

Le secteur tertiaire est quant à lui moins affecté par les hausses des prix des produits pétroliers. La croissance de ce secteur est estimée à 5,5% en 2005 contre 6,3% en 2004 et reste essentiellement tirée par le secteur des transports et télécommunications, qui a crû de 10,4%.

En 2006, la croissance réelle du PIB est projetée en 2006 à 5,0% reflétant le niveau relativement élevé des prix des produits pétroliers sur le marché mondial.

Le niveau général des prix mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, laisse apparaître en 2005 un taux d'inflation de 1,7%, imputable essentiellement à la flambée des prix du pétrole. Quant au déflateur du PIB, il progresse de 2,6% par rapport à 2004. En 2006, le déflateur du PIB devrait enregistrer une hausse de 2,3% par rapport à 2005

Sur le plan budgétaire, l'année 2005 a été marquée par la poursuite de l'assainissement des finances publiques. Le solde budgétaire global (dons compris) afficherait un déficit de 1,0% du PIB, tandis que le solde budgétaire de base serait excédentaire de 0,9% du PIB. Hors PPTE et CTRS¹, l'excédent du solde budgétaire de base serait de 2,6% du PIB. En 2006, la politique budgétaire restera prudente avec un déficit budgétaire sur la base des engagements qui devrait se situer à 4% du PIB. Le solde budgétaire de base hors dépenses PPTE et CTRS devrait se situer en équilibre.

Au plan extérieur, le compte courant afficherait un déficit de 6,8% du PIB tandis que le solde global serait excédentaire de 55 milliards. En 2006, le déficit du compte courant est projeté à 6,3% du PIB et le solde global est attendu en excédent de 60,7 milliards.

¹ Les réformes structurelles sont financées sur ressources externes, dans le cadre du Programme d'Ajustement du Secteur Privé prévu avec la Banque Mondiale.

S'agissant de la situation monétaire, elle est marquée en 2005 par un accroissement de 55 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 7,6% du crédit intérieur et une progression de 8,6% de la masse monétaire. En 2006, elle devrait se caractériser par un renforcement de 60,6 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 5,9% du crédit intérieur et une progression de 7,4% de la masse monétaire.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale, après avoir enregistré une forte croissance en 2004, un ralentissement en 2005, à mesure que les capacités de production des pays importateurs de pétrole se heurtent à des contraintes liées à la flambée des prix. Néanmoins, l'expansion économique mondiale est restée toujours soutenue, confortée par une situation favorable sur les marchés monétaires et financiers et par la maîtrise de l'inflation. Les tensions sur le marché pétrolier n'ont pas affecté significativement les hypothèses de croissance économique de façon globale en 2005. En effet, les pertes de richesse des pays importateurs de pétrole, liées à la montée des cours, ont été compensées par les gains enregistrés par les pays exportateurs. En effet, estimé à environ 1% du PIB mondial de 2005, ce transfert de richesse est bien en deçà de celui enregistré lors de la crise pétrolière de la fin des années 70, puisque le poids des produits pétroliers dans la balance commerciale des économies industrialisées représente, en moyenne, la moitié de celui de cette époque. Toutefois, la poursuite de la flambée des prix du pétrole constitue un élément potentiel de risque pour les perspectives économiques internationales. Le taux de croissance de l'économie mondiale est attendu à 3,5% en 2005 après 4,5% en 2004. Cette croissance devrait être stable en 2006, pour ensuite se raffermir quelque peu en 2007.

Les inquiétudes liées aux perspectives de croissance économique, relevant de la flambée des cours du pétrole, se signalent également au niveau des marchés des capitaux avec la révision des anticipations et le rythme de resserrement des politiques monétaires et financières.

Sur le marché des taux d'intérêt, en raison des risques de tensions inflationnistes induits par les prix énergétiques et la vigueur de la croissance de l'économie américaine, la Réserve Fédérale Américaine a opté pour la poursuite du relèvement des taux à court terme. En revanche, dans la zone euro, la Banque Centrale Européenne maintient ses taux d'intérêt de court terme stables dans ce contexte de choc pétrolier. Toutefois, les taux à long terme européens progressent parallèlement aux taux américains.

Sur le marché de change, la parité d'un euro pour 1,25 dollar initialement fixée est révisée de nouveau à un taux stabilisé à 1,23 \$/euro. Le renforcement du dollar durant l'année 2005 découle, en partie, de la hausse des taux d'intérêt sur le marché américain et de la baisse des taux d'intérêt sur le marché européen.

Au plan commercial, le ralentissement des échanges internationaux s'est poursuivi dans le sillage de la décélération de l'activité économique mondiale. Le repli de la demande mondiale, essentiellement expliquée par les principales économies industrialisées, a affecté le commerce mondial, notamment durant le premier semestre. En variation annuelle, le commerce international devrait enregistrer une hausse estimée à 7,7% en 2005 contre 8,5% l'année précédente. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2006 puis se redresser légèrement à l'horizon de 2007.

En 2005, la montée des cours du pétrole a atteint un niveau historiquement élevé. Cette flambée des cours est plus liée à des difficultés conjoncturelles d'approvisionnement en pétrole raffiné qu'à un déséquilibre entre l'offre et la demande, car le marché s'est révélé excédentaire au moment où les cours frôlaient les 70 dollars par baril. En effet, face à une demande mondiale estimée à 83 millions de barils par jour (mbj), l'offre de pétrole se situait à 84,5 mbj, mais la filière de raffinage du pétrole s'est heurtée à des difficultés d'origine géopolitique et climatique. En moyenne annuelle en 2005, le cours du pétrole a atteint 54 dollars par baril contre 38 dollars en 2004. En prévision pour 2006 et 2007, les prix sont respectivement attendus à 56 et 52 \$/b.

Sur le marché des produits de base non pétroliers, on relève des signes de stabilisation, voire de baisse, des prix des produits agricoles et des métaux, dans une moindre mesure.

1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2005

1.1.1. Les ressources du PIB

L'activité économique du Sénégal est restée soutenue en 2005 avec une croissance réelle du PIB de 6,1% contre 5,6% en 2004 selon les comptes nationaux révisés, grâce une bonne progression du sous-secteur agricole, après le passage des essaims de criquets en 2004. Le sous secteur a enregistré une hausse de 18,3% contre 4% en 2004. Les secteurs secondaire et tertiaire ont accusé un ralentissement avec respectivement 4,2% et 5,5% de croissance contre respectivement 6,2% et 6,3% en 2004, traduisant en partie le poids de l'énergie dans les consommations intermédiaires des entreprises. En effet, la flambée du prix du baril de pétrole a persisté en 2005 en passant de 38 dollars en moyenne en 2004 à 54 dollars en moyenne en 2005, soit une hausse de 42%.

La croissance du **secteur primaire**, est estimée à 12,2% en 2005 contre 2,7% en 2004, essentiellement tirée par le **sous secteur agricole**. En effet, la croissance du sous- secteur agricole est estimée à 18,3% contre 4,0% en 2004 traduisant les résultats satisfaisants de la campagne agricole

2005/2006. Cette dernière est caractérisée par un démarrage précoce des pluies sur l'étendue du territoire, avec un décalage variant entre 15 jours au sud et 30 jours au nord. La saison a été particulièrement longue avec une durée de 90 à 130 jours au nord et plus de 150 jours au sud.

Au plan phytosanitaire, contrairement en l'année 2004 marqué le passage des criquets sur la partie nord du territoire, le Sénégal a connu en 2005 une situation relativement calme, malgré la présence récurrente de quelques déprédateurs traditionnels tels que les oiseaux granivores, les sauteriaux, les chenilles défoliatrices et les pucerons.

La production céréalière globale avec 1 504 719 tonnes en 2005 a progressé de près de 40%, comparée à la saison précédente, laissant entrevoir un bilan céréalier excédentaire. Pour les cultures industrielles également, les productions ont sensiblement augmenté par rapport à la campagne précédente. La production d'arachide d'huilerie a atteint 820 569 tonnes, soit une hausse de 36%, et celle de coton avec 46 580 tonnes a progressé de 17%.

Dans le **sous-secteur de l'élevage**, en raison de la progression de certaines espèces, de l'amélioration du poids moyen des animaux et de l'amélioration de la situation épidémiologique, la croissance est estimée à 5% en 2005 contre 1,3% en 2004. Concernant la situation épidémiologique, la priorité est accordée à la lutte contre la peste bovine, la péripneumonie contagieuse bovine, la peste des petits ruminants, la maladie de Newcastle, la peste porcine africaine, la fièvre aphteuse, la peste équine, la fièvre de la vallée du Rift et la dermatose nodulaire contagieuse bovine.

S'agissant du **sous-secteur de la pêche**, la croissance est estimée à 3,3% en 2005 contre 0,6% en 2004, du fait de la reprise des débarquements de la pêche artisanale dans les autres régions, les débarquements dans la région de Thiès étant restés quasiment stables. Les débarquements de la pêche industrielle par contre, poursuivent leur tendance baissière.

Pour ce qui est de la **sylviculture et de l'exploitation forestière**, la croissance est estimée à 3,2%, en raison du contingentement de certains produits visant à atténuer la pression démographique sur l'environnement et le maintien de l'équilibre des écosystèmes.

S'agissant du **secteur secondaire, les tensions inflationnistes sur le marché du pétrole, n'ont pas été favorables à l'évolution de l'activité industrielle**. La croissance du secteur en 2005 est estimée à 4,2% contre 6,2% en 2004, grâce au dynamisme du sous-secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

Les **activités extractives** accusent une baisse de 8,8%, en raison de la diminution simultanée de la production de phosphate (-2,7%) et des autres produits d'extraction (-26,6%), liée, en partie, aux difficultés de la principale entreprise du sous secteur.

Concernant le **sous-secteur des Huileries**, la principale entreprise n'a pu bénéficier pleinement de la hausse de production arachidière de 2004. En effet, le sous secteur affiche une croissance de 4,4% en 2005 contre une progression de 37% de la production arachidière en 2004.

S'agissant du **sous-secteur de l'énergie**, la croissance est estimée à 9,9% malgré les difficultés liées à la hausse des prix du pétrole. L'impact de l'augmentation du cours du baril a été limité par des mesures visant à contenir le prix du fuel principale consommation intermédiaire dans la production de l'électricité.

Par contre, le sous-secteur **des autres industries** subirait les effets directs de la hausse des prix des produits pétroliers. En effet, le sous secteur ne progresse que de 1,7% contre 3,1% en 2004. Ce ralentissement résulte essentiellement des contre performances des sous-secteurs du raffinage (-21,1%), de la chimie (9,6%) et des industries du textile -confection et cuir (-17,3%).

Le sous-secteur du **Bâtiment et Travaux Publics** reste très dynamique en raison des investissements publics en infrastructures de base et de la rigueur de la construction de logements des ménages. Le rythme de la croissance est maintenu à 13% en 2005.

Le **secteur tertiaire** est moins affecté par les hausses des prix des produits pétroliers. La croissance de ce secteur est estimée à 5,5% en 2005 contre 6,3% en 2004 et reste essentiellement tirée par le secteur des transports et télécommunications, qui a crû de 10,4%. En effet, le dynamisme des télécommunications grâce au développement de la téléphonie mobile et à la hausse de l'activité des télé- services, avec la diversification de produits, a beaucoup atténué les effets induits de la hausse des prix des produits pétroliers sur le secteur, notamment l'activité du sous secteur des transports. Globalement, les activités commerciales devraient progresser de 4,6% en 2005, expliqué par les évolutions positives des marges sur les produits du primaire (+3,8%) et ceux sur les produits importés (+5,9%). Quant aux marges sur les produits du secteur secondaire, elles baissent de 4% en 2005. La croissance des autres services est estimée à 3,2% en 2005, soutenue par les télécommunications qui offrent une gamme de services très diversifiés aux ménages et aux entreprises.

Les offres de services d'éducation et de santé devraient maintenir leur dynamisme grâce, d'une part, au renforcement des effectifs, avec notamment la poursuite des recrutements dans la fonction publique et, d'autre part, à l'augmentation du budget alloué à ces deux secteurs qui ont atteint en 2005, 50,5% du budget global de fonctionnement.

1.1.2. Les Emplois du PIB

La **consommation finale** représente environ 90% du PIB, soit un taux d'épargne intérieure brute de près de 10%. Le niveau de l'épargne intérieure publique est de 7,3%, tandis que celui du secteur privé demeure faible (3%). En termes réels, la consommation finale a crû moins vite que le PIB en 2005 (4,1%). Cette situation résulte du ralentissement du rythme de la consommation aussi bien publique que privée qui enregistre respectivement 5% et 4,0% en 2005 de croissance contre 5,6 et 4,5% en 2004.

Les **investissements** ont progressé de 5,3%, en termes réels, du fait aussi bien de l'investissement privé qui commence à être plus dynamique que de l'investissement public. Les investissements publics se sont consolidés avec la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine. En conséquence, le taux d'investissement a atteint 21,8% en 2005 contre 21,1% en 2004.

Ainsi, globalement la demande intérieure a augmenté de 5% en termes réels.

La demande extérieure nette quant à elle, a progressé de 1, % en termes réels du fait d'une hausse des exportations de biens et services (3,1%) plus importante que celle des importations de biens et services (2,1%).

1.1.3. Inflation et Compétitivité

Le **niveau général des prix**, mesuré par le déflateur du PIB, est estimé en hausse de 2,6% par rapport à 2004. Cette hausse résulte essentiellement de la flambée du prix du baril de pétrole, atténuée par la dépréciation du dollar face à l'euro. Quant à **l'inflation** mesurée par l'Indice Harmonisé des prix à la Consommation, elle se situe à 1,7% en fin décembre 2005. Cette évolution reflète les hausses successives du cours du pétrole qui ont eu des répercussions sur les postes Transports (10,2%) et Energie (5,2%). Les conséquences directes de cette hausse se sont manifestées par une augmentation du prix à la pompe. Ainsi, le poste « carburants lubrifiants » a enregistré une hausse de 22,8% par rapport à décembre 2004, conduisant à un réajustement des tarifs du transport en commun, avec une augmentation de 5,4% du prix des transports routiers.

La compétitivité de l'économie sénégalaise mesurée par le **taux de change effectif réel** devrait s'améliorer de 2% en 2005, grâce notamment à une meilleure maîtrise de l'inflation que nos partenaires commerciaux malgré la flambée des prix du pétrole.

1.2. Perspectives économiques en 2006

1.2.1. Les Ressources du PIB

Les objectifs économiques et financiers à moyen et long terme continuent à viser la réalisation des objectifs intermédiaires de développement du millénaire et la satisfaction de la demande sociale. Les différents axes d'intervention continueront de s'articuler autour des orientations de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP). Aussi, le Sénégal entreprend-il d'accélérer sa croissance dans un contexte de maîtrise de l'inflation et de maintien des bonnes pratiques en matière de gestion financière et monétaire afin de répondre significativement aux préoccupations de réduction de la pauvreté.

L'objectif principal de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) consiste à faire du Sénégal un pays émergent, celle-ci vise essentiellement : (i) une accélération de la croissance économique, par une amélioration qualitative de la structure de l'économie pour la rendre plus efficace dans la lutte contre la

pauvreté et ; (ii) une diversification des sources de la croissance pour la sécuriser et la pérenniser afin de porter, le taux de croissance réel du PIB à moyen et long terme à plus de 7% en moyenne annuelle.

Les objectifs spécifiques de la SCA consistent à :

- Mobiliser les décideurs politiques et les opérateurs économiques publics et privés sur les enjeux de la compétitivité du Sénégal ;
- Promouvoir une culture de la compétitivité et de l'innovation au sein du secteur privé ;
- Développer la spécialisation et construire les avantages compétitifs des grappes clés de l'économie sénégalaise.

Cette Stratégie de croissance accélérée repose sur le premier levier de la stratégie de réduction de la pauvreté, à savoir la création de richesses.

Pour atteindre ces objectifs, la SCA privilégie deux approches complémentaires : i) une démarche globale de promotion de l'investissement direct domestique ou étranger grâce à une amélioration constante de l'environnement des affaires afin de le rapprocher aux standards internationaux ; ii) une démarche ciblée de promotion des groupes de grappes à haut potentiel de croissance et dont l'effet d'entraînement sur l'ensemble des autres secteurs économiques est avéré.

La SCA devrait permettre d'augmenter la contribution encore faible des exportations à la croissance économique et de ramener, à long terme, le déficit du compte extérieur courant hors dons en dessous du seuil de 5% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

A plus court terme, notamment en 2006, la croissance réelle du PIB est projetée à 5,0% reflétant le niveau relativement élevé des prix des produits pétroliers sur le marché mondial.

En 2006, le **secteur primaire** devrait progresser de 6,0%, essentiellement tiré par le sous-secteur agricole qui croîtrait de 8,0% à la faveur de politiques nationales visant le développement agricole durable, avec comme objectifs majeurs la contribution à la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des revenus des populations rurales et la protection de l'environnement. Ces politiques et stratégies rencontrent les objectifs des grandes orientations définies par le Gouvernement dans le Programme National de Développement Agricole (PNDA), la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP), ainsi que les programmes maïs, manioc et sésame. La mise en œuvre de ces politiques permettrait de poursuivre le redressement de la production céréalière entamé en 2005.

La croissance du sous-secteur de l'élevage est prévue à 4,0% en 2006. L'objectif de l'Etat étant d'améliorer significativement la production locale afin de relever la consommation de viande et de lait et limiter les importations de ces produits. La filière avicole, notamment l'aviculture industrielle, permettra de pallier les lacunes dans la production de viande rouge en raison de sa croissance rapide et de l'amélioration des conditions du marché des acteurs. Pour ce qui est de la production laitière, la voie ciblée est

l'insémination artificielle, par le volet élevage du Programme Agricole qui sera poursuivi dans le cadre du PAPEL, notamment dans le Bassin Arachidier. Cette tendance positive devrait se poursuivre, en se renforçant, du fait non seulement de l'impact des projets en cours, mais du renforcement des investissements en direction du secteur dans le cadre du Programme agricole, à partir de l'année 2006 déclarée année de l'élevage.

Pour ce qui est des activités forestières, la politique du maintien des équilibres des écosystèmes sera poursuivie, à cet effet, la croissance restera modérée (3,0%).

Au niveau du sous secteur de la pêche, il est prévu une croissance de 1,9% encore basée sur une reprise des débarquements à la suite d'une meilleure gestion des ressources maritimes. La stratégie continuera de viser la satisfaction de la demande nationale, la gestion durable, la restauration et la valorisation des ressources halieutiques.

S'agissant du secteur **secondaire**, l'ambition du Gouvernement est de développer l'industrie en améliorant la productivité et la compétitivité des entreprises et en réduisant les coûts des facteurs de production. La croissance du secteur est attendue à 3,6% en 2006, en raison de la bonne tenue des Bâtiments et Travaux Publics (13%), avec la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine.

Le sous-secteur de l'énergie qui constitue un maillon important dans la réalisation des objectifs de croissance, continuera à subir les effets des hausses du baril et devrait enregistrer une faible croissance de 1,5% en 2006. Aussi, les investissements publics seront réorientés en partie vers ce secteur en vue du relèvement des contraintes à la productivité des entreprises.

La croissance du **secteur tertiaire** devrait atteindre 5,4% en 2006, du fait notamment des Transports et Télécommunications avec la libéralisation complète du sous-secteur. Le transport pourrait toutefois être perturbé par la mise en œuvre du PAMU, avec la construction de nouvelles infrastructures routières (échangeurs et routes) et la réhabilitation des routes endommagées par les inondations à la suite des fortes pluies de l'hivernage 2005. La croissance de ce sous secteur est attendue à 9,0%.

Les activités commerciales devraient progresser de 4% en 2006 grâce à un approvisionnement adéquat des marchés.

Les offres de services d'éducation et de santé devraient maintenir leur dynamisme, grâce, d'une part au renforcement des effectifs avec notamment la poursuite des recrutements dans la fonction publique et d'autre part, à l'augmentation du budget alloué à ces deux secteurs qui passe à 50,5% du budget global de fonctionnement correspondant à 40% pour le secteur de l'éducation et à 10,5% pour celui de la santé.

1.2.2. Les emplois du PIB

La consommation finale devrait connaître une légère baisse en se situant à environ 88,4% du PIB en 2006, après 90% du PIB en 2005. Le taux d'épargne intérieure représenterait près de 11,6% avec une épargne intérieure publique de 7,3%, tandis que celui du secteur privé demeurerait faible (3%). En termes réels, la consommation croîtrait moins vite (3,8%) que le PIB.

L'**investissement** maintiendrait sa dynamique avec la poursuite des travaux relatifs aux programmes d'infrastructures publiques et la vigueur de la construction de logement des ménages. Ainsi, le taux d'investissement est prévu à 22,1% du PIB en 2006.

S'agissant de la **demande extérieure** nette, en 2006, les exportations de biens et services augmenteraient de 4,3%, en termes réels, tandis que les importations de biens progresseraient de 4,6% en termes réels.

Le **niveau général des prix**, mesuré par le déflateur du PIB est projeté à 2,3% en 2006, traduisant les poussées inflationnistes liées à la hausse des cours du pétrole. Toutefois, la conduite d'une bonne politique monétaire et budgétaire permettrait de maintenir l'inflation en dessous du seuil communautaire de 3%.

2.. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. Exercice budgétaire en 2005

Au plan budgétaire, l'année 2005 a été marquée par la poursuite et la consolidation de l'assainissement des finances publiques à travers un bon niveau de recouvrement des recettes par rapport à l'année précédente et un niveau d'exécution des dépenses publiques satisfaisant. En effet, le taux de pression fiscale² est passé de 18,3 en 2004 à 19,4 en 2005, tandis que le déficit budgétaire s'établit à 1,0% du PIB contre 2,4% en 2004 soit une réduction d'un peu plus d'un point de pourcentage.

2.1.1. Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires totales sont estimées à 880,8 milliards à fin décembre 2005 contre 776,8 milliards en 2004, soit un accroissement de 104 milliards en valeur absolue et 13,4% en valeur relative imputable à la bonne tenue des recettes fiscales.

Les **recettes fiscales** sont estimées à 851,5 milliards en 2005 contre 738,5 milliards en 2004, soit une augmentation de 113 milliards en valeur absolue et de 15,3% en valeur relative. Cette bonne performance est due au bon comportement des impôts directs et indirects.

² Le taux de pression fiscale est le rapport entre les recettes fiscales et PIB nominal.

Les impôts directs ont atteint 213,6 milliards en 2005 contre 178,7 milliards en 2004, soit une augmentation de 35,5 milliards, du fait du bon niveau de recouvrement de l'impôt sur les sociétés.

Les **impôts indirects** sont passés de 529,1 milliards en 2004 à 603,2 milliards en 2005, soit une amélioration de 74,1 milliards en valeur absolue et de 14% en valeur relative. Ainsi, les taxes sur biens et services (y compris la TVA à l'import) sont estimées à 463,3 milliards en 2005 contre 410,6 milliards en 2004, soit une hausse de 52,7 milliards en valeur absolue et de 12,8% en valeur relative en raison de la bonne tenue de la TVA intérieure et de la TVA à l'importation.

La **TVA à l'importation** est passée de 162,2 milliards en 2004 à 193 milliards en 2005, soit une amélioration de 30,8 milliards. Le montant des recouvrements des droits de porte devrait se situer à 140 milliards en 2005 contre 118,5 milliards en 2004, soit une augmentation de 21,5 milliards.

Le montant des **droits d'enregistrement** et de timbre est estimé à 34,7 milliards en 2005 contre 31,3 milliards en 2004.

Au total, la pression fiscale s'établit à 19,4 % en 2005 contre 18,3% en 2004, soit au dessus du plancher communautaire de 17% et en nette progression.

Les **recettes non fiscales** sont estimées à 29,3 milliards en 2005 contre 38,3 milliards l'année précédente, soit une baisse de 9 milliards.

2.1.2. Les dépenses

Les **dépenses totales et prêts nets** sont estimées à 1003,7 milliards contre 965,6 milliards en 2004, soit un accroissement de 38,1 milliards en valeur absolue et de 3,9% en variation relative.

Les **dépenses ordinaires** sont estimées à 611,7 milliards contre 965,6 milliards en 2004, soit une hausse de 57,8 milliards par rapport à l'année précédente. Cette hausse est essentiellement le fait de la masse salariale qui passe de 217,6 milliards en 2004 à 259,4 milliards en 2005, soit une augmentation de 41,8 milliards, consécutive à la poursuite du programme annuel de recrutement des 5000 agents dans la fonction publique et à la mise en oeuvre de la nouvelle politique de rémunération. Toutefois, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales s'est établi à 29,7% demeurant bien en deçà du plafond de 35% retenu parmi les critères de convergence de l'UEMOA.

Les autres dépenses courantes s'élèvent à 309,9 milliards contre 289,6 milliards en 2004 soit un accroissement de 7%.

Les comptes spéciaux du Trésor **sont** excédentaires de 12,7 milliards et les correspondants du Trésor de 5,8 milliards.

Les **dépenses en capital** s'établissent à 402,6 milliards en 2005 contre 413,2 milliards l'année précédente enregistrant ainsi une baisse de 2,6% imputable aux dépenses en capital sur ressources externes. Quant aux dépenses en capital financées sur ressources internes, elles se situent à 255,9 milliards

contre 221,2 milliards l'année précédente, soit une hausse de 34,7 milliards en variation absolue et de 15,7% en valeur relative. Cette hausse des dépenses en capital est essentiellement due à l'intérêt porté par le gouvernement sur les secteurs sociaux de base identifiés dans le DSRP. Le ratio des dépenses en capital financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales est ainsi évalué à 30,7%, soit très largement au dessus du seuil de 20% fixé dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

Globalement, au terme de l'**exécution** budgétaire 2005, il se dégage un **solde budgétaire de base** excédentaire de 0,9% du PIB. Hors PPTTE, ce solde serait excédentaire de 2,6% du PIB. Le solde budgétaire global (dons compris) afficherait un déficit de 1,0% du PIB. Hors dons, le déficit se situerait à 2,8% du PIB.

S'agissant du **financement** du **déficit** budgétaire en 2005, le recours aux ressources intérieures nettes est de -70,8 milliards en raison notamment de l'amélioration de la position nette du gouvernement de 81 milliards, traduisant un désengagement de l'état vis à vis du système bancaire. Quant au financement extérieur, les tirages sont estimés à 118 milliards, dont 97 milliards de prêts projets.

2.1.3. La dette publique

L'endettement extérieur du Sénégal a enregistré un flux net de 60,6 milliards en 2005. Ainsi, le stock de la dette publique extérieure est estimé à 1925,7 milliards contre 1865,1 milliards en 2004. Le ratio de la dette publique extérieure rapportée au PIB se situe à 42,2% contre un plafond communautaire de 70% pour l'UEMOA.

2.2. Projections budgétaires en 2006

Les prévisions budgétaires pour l'année 2006 sont effectuées dans un contexte marqué d'une part, par la poursuite de la mise en œuvre des réformes budgétaires et d'autre part, par les perspectives de maintien à un niveau élevé du prix du pétrole et la mise en œuvre du plan Jaxay. Elles tiennent compte des engagements du gouvernement à consacrer 50,5% du budget de fonctionnement aux deux secteurs jugés prioritaires à savoir l'Education (40%) et la Santé (10,5%).

Les hypothèses qui sous-tendent les projections prennent en charge le plein effet de la revalorisation du système de rémunération des agents de l'Administration entré en vigueur depuis octobre 2005 de même que le programme de recrutement spécial de 5000 agents sur trois ans.

Sur le plan fiscal, les projections intègrent les réformes fiscales entreprises par le Gouvernement notamment, la baisse de la fiscalité sur les sociétés qui passe de 33% à 25%.

2.2.1. Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires devraient s'établir pour l'année 2006 à 934,6 milliards contre 875 milliards en 2005. Elles progresseraient ainsi de 7% par rapport à la gestion 2005 à la faveur d'un meilleur recouvrement des recettes fiscales.

Les recettes fiscales pour l'année 2006 sont prévues à 892,2 milliards contre 842,5 milliards lors de la gestion 2005, soit une hausse de 5,9 %.

Les impôts directs sont projetés à 221, 8 milliards en 2006 contre 212 milliards en 2005, soit une croissance de 4,6%. Cette progression serait imputable à une bonne évolution de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu.

Les impôts indirects sont attendus à 633,9 milliards en 2006 contre 598 milliards en 2005, soit une augmentation de 6%. Cette évolution résulterait des bonnes performances des recouvrements des impôts et taxes intérieures sur les biens et services et les droits et taxes à l'importation.

Les taxes sur biens et services devraient se situer à 513,9 milliards en 2006 contre 462,7 milliards en 2005, soit une progression de 11,1%.

Les droits de douane (hors TVA à l'importation) sont prévus à 143 milliards en 2006 contre 135,3 milliards en 2005, soit une hausse de 5,7%.

Les recettes non fiscales de l'année 2006 devraient croître de 3,5 milliards par rapport à l'année précédente pour s'établir à 42,4 milliards.

En définitive, le taux de pression fiscale devrait se situer à 19,1% en 2006, en léger repli par rapport à 2005 mais largement au dessus du plancher de 17% retenu par l'UEMOA.

2.2.2. Les dépenses

Les dépenses continueront de faire l'objet d'une gestion prudente et seront davantage orientées vers les secteurs sociaux.

Les dépenses totales et prêts nets sont projetées à 1207,8 milliards en 2006 contre 1004 milliards dans la gestion de 2005 soit une progression de 20%.

Les dépenses ordinaires sont projetées à 700,7 milliards contre 611,7 milliards en 2005 soit un accroissement de 15% imputable à la progression des dépenses de transfert et de subvention à la SENELEC et à la SAR pour faire face à la flambée des prix du pétrole. La masse salariale avec la revalorisation du système de rémunération des agents de l'Administration et l'incidence financière des nouveaux recrutements, devrait croître de 3% en s'établissant à 266,3 milliards en 2006 contre 259,4

milliards en 2005. Ainsi, le ratio masse salariale sur recettes fiscales devrait se situer à 29,8% pour un plafond communautaire de 35%.

Les **autres dépenses courantes** sont attendues à 388,1 milliards contre 309,9 milliards en 2005, soit une hausse de 25%.

Les **dépenses d'équipement** seront orientées en priorité, conformément au DSRP, au renforcement des capacités et à la promotion des services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, assainissement électrification), à la création de richesses par l'amélioration de l'environnement des activités productives (agriculture, pêche, élevage, mines, industries), à l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables, à l'amélioration de la mobilité urbaine dans la ville de Dakar et au plan Jaxay de relogement des victimes de l'inondation et de l'assainissement des zones inondées.

L'enveloppe globale des dépenses en capital est projetée pour l'année 2006 à 473,6 milliards contre 402,6 milliards dans la gestion budgétaire 2005, soit une progression de 18%.

Les **dépenses en capital sur ressources internes** (hors ressources PPTE) sont attendues à 295,5 milliards ce qui devrait porter le ratio dépenses en capital sur ressources internes (hors PPTE) rapportées aux recettes fiscales à 28,1%, contre un plancher seuil communautaire de 20%.

Globalement, l'exécution du budget en 2006 devrait dégager un **déficit budgétaire de base** de 1,5% du PIB imputable essentiellement au montant de 53,2 milliards de dépenses sociales financées sur ressources PPTE³ et aux coûts temporaires des réformes structurelles (CTRS). Ce solde hors dépenses PPTE et CTRS devrait se situer en équilibre. Le déficit budgétaire global s'établirait à 4% du PIB en raison notamment de la forte progression des dépenses ordinaires.

2.2.3. La dette publique

En 2006, avec la mise en œuvre de l'initiative du G8 de l'allègement de la dette multilatérale qui porte sur une annulation de 100% des stocks de la dette envers l'IDA, le FAD et le FMI pour les pays PPTE, la dette publique devrait connaître un allègement consistant de son poids sur l'économie. Le taux d'endettement devrait se situer à moins de 15% du PIB. En conséquence, les économies sur le service de la dette seraient de 62,2 milliards en 2006.

³ En 2005, les ressources PPTE sont réparties dans la Loi de finances initiale et ne feront plus l'objet d'une Loi de Finances Rectificative comme les années précédentes.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2005.

La **balance des paiements** du Sénégal devrait faire ressortir en 2005, un solde global excédentaire de 55 milliards, ce qui s'est traduit, compte tenu des réévaluations (5,4Mds) par une amélioration des avoirs extérieurs nets du système bancaire de 60,5 milliards. Le déficit du compte courant est attendu à 6,8% du PIB. Hors dons, ce taux devrait être de 8,6% du PIB en 2005 contre 8,7% en 2004.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte courant devrait s'établir à 312,1 milliards, soit 6,8% du PIB en 2005 contre 271 milliards en 2004. Cette évolution du compte courant est le fait de la balance commerciale, des services et des revenus nets.

En effet, le **déficit de la balance commerciale** s'est établi à 562,9 milliards en 2005 contre 521,1 milliards en 2004, soit une dégradation de 41,8 milliards, consécutive à une hausse des importations (101 milliards) plus importante que celle des exportations (59 milliards).

Les exportations sont passées de 797,4 milliards en 2004 à 856,4 milliards en 2005, soit une progression de 7,4%, liée notamment à l'accroissement des ventes à l'extérieur de produits arachidières, de produits pétroliers et de produits chimiques. Les importations quant à elles, s'établiraient à 1419,4 milliards en 2005 contre 1318,5 milliards en 2004, soit une hausse de 7,6%. Cette évolution est imputable à la hausse de la facture pétrolière et des acquisitions de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Concernant la **balance des services et revenus nets**, le solde est passé de 83,8 milliards en 2004 à 105 milliards en 2005, soit un accroissement de 21 milliards imputable à la progression des revenus nets.

L'excédent des **transferts courants** est estimé à 355,7 milliards en 2005 contre 333,9 milliards en 2004, soit une hausse de 21,8 milliards qui traduit l'évolution contrastée des transferts courants publics et privés. En effet, les transferts courants publics sont passés de 64,3 milliards en 2004 à 56,5 milliards en 2005, soit une baisse de 7,8 milliards compensée par la hausse de 30 milliards des transferts privés, constitués essentiellement des envois de fonds des travailleurs expatriés. Ceux-ci ont atteint 297 milliards en 2005 contre 287 milliards en 2004.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières est arrêté à 367,2 milliards en 2005 contre 368,4 milliards en 2004, soit une légère augmentation.

Les transferts en capital sont évalués à 125,1 milliards en 2005 contre 396,2 milliards en 2004, soit une baisse de 271 milliards due à l'assistance attendue au titre des dons projets qui passent de 392 milliards à 117,6 milliards.

Le solde du compte d'opérations financières s'est établi en déficit de 27,8 milliards en 2005 contre un excédent 213,7 milliards en 2004, soit une hausse de 241,5 milliards imputable aussi bien aux capitaux publics qu'aux capitaux privés. En effet, les capitaux privés sont passés de 96,8 milliards en 2004 à 121,6 milliards en 2005 et les capitaux publics se situent à 120,5 milliards en 2005 contre -124,6 milliards en 2004, suite notamment à la réduction des amortissements .

3.1.3. Le solde global

En définitive, la balance des paiements du Sénégal a fait ressortir, en 2005, un solde global excédentaire de 55 milliards contre 106,4 milliards en 2004. Cette évolution est due à l'aggravation du solde du compte courant combinée au repli du solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières.

3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2006

La balance des paiements afficherait un solde global excédentaire de 60,6 milliards en 2006 contre 55,1 milliards en 2005, soit un léger repli de 5,1 milliards par rapport à 2005.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le déficit commercial s'établirait à 615 milliards en 2006 contre 562,9 milliards en 2005, soit une dégradation de 43 milliards consécutive à une hausse des importations (98 milliards) plus soutenue que celle des exportations (53 milliards).

Concernant l'évolution de **la balance des services et revenus nets**, le déficit s'établirait à 96,9 milliards en 2006 contre 105 milliards en 2005, soit une amélioration de 8,1 milliards.

Les transferts courants passeraient de 355,7 milliards en 2005 à 403,3 milliards en 2006, permettant d'atténuer le déficit du compte courant qui ressortirait en définitive à 308,8 milliards en 2006, soit 6,3% du PIB contre 312,1 milliards en 2005. Hors transferts officiels, le déficit courant s'établirait à 7,9% du PIB, soit au dessus du seuil de 5% retenu comme plafond communautaire.

3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières se situerait globalement à 369,4 milliards en 2006 contre 367,2 milliards en 2005.

3.2.3. Le solde global

En définitive, la balance des paiements afficherait en 2006 un solde excédentaire de 60,6 milliards en amélioration de 5,5 milliards par rapport au niveau estimé en 2005. Cette évolution est imputable à l'amélioration du déficit du compte courant compte courant ainsi que celui de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (+2,2 milliards).

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et ceux des banques de dépôts sont estimés au même niveau qu'en 2005.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. Evolution de la situation monétaire en 2005

La situation monétaire en 2005 est marquée par un accroissement de 60,5 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 7,6% du crédit intérieur et une progression de 8,6% de la masse monétaire.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires passe de 676,3 milliards en décembre 2004 à 736,8 milliards en décembre 2005, soit une hausse de 60,5 milliards dont 45 milliards sont du fait de la Banque Centrale et 10 milliards des banques commerciales.

Les **avoirs extérieurs nets officiels** passeraient de 417,1 milliards à 522,1 milliards.

4.1.2. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur enregistre une hausse de 67,3 milliards, s'établissant à 948,2 milliards en décembre 2005 contre 880,9 milliards en décembre 2004 imputable à l'accroissement des crédits à l'économie.

La **Position Nette du Gouvernement** en amélioration sur la période, est estimée à -57 milliards en décembre 2005 contre 24 milliards en décembre 2004, soit une amélioration de 81 milliards du fait d'une baisse des dettes bancaires de l'Etat plus importante que celle de ses créances sur les institutions monétaires.

En revanche, l'encours **des crédits à l'économie** progresse de 148,2 milliards, passant de 856,9 milliards à 1005,1 milliards.

La **masse monétaire** s'établit en progression de 8,6% en ligne avec le rythme de progression du PIB nominal. Ainsi, entre 2004 et 2005, le taux de liquidité de l'économie⁴ est resté constant à 34,4%.

⁴ Le taux de liquidité de l'économie est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie.

4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2006

La situation monétaire en 2006 devrait se caractériser par un renforcement de 60,7 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 5,9% du crédit intérieur et une progression de 7,4% de la masse monétaire.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires ressortirait en amélioration de 60,6 milliards passant de 731,3 milliards en décembre 2005 à 791,9 milliards en décembre 2006 du fait essentiellement de la Banque Centrale dont la position s'améliore de 50,6 milliards.

4.2.2. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'établirait à 1004,6 milliards en décembre 2006 contre 948,2 milliards en décembre 2005 soit une augmentation de 56,4 milliards imputable à la fois à l'accroissement des crédits à l'économie et de la Position Nette du Gouvernement.

La Position Nette du Gouvernement est projetée en hausse de 41,4 milliards et devrait passer de -57 milliards en décembre 2005 à -15,6 milliards à fin décembre 2006 du fait d'une hausse prévue des dettes bancaires de l'Etat sur les institutions monétaires plus importante que celle de ses créances. L'Etat continuerait à occuper une position créditrice vis-à-vis du système bancaire.

S'agissant de l'encours **des crédits à l'économie**, il s'accroîtrait de 15 milliards, passant de 1005,1 milliards à 1020,1 milliards.

La **masse monétaire** progresserait pour sa part de 7,4% en 2006, s'élevant de 1570,7 milliards en décembre 2005 à 1687,1 milliards en décembre 2006.

Globalement, la situation monétaire du Sénégal serait marquée en 2006 par une poursuite de l'amélioration de la position extérieure nette et d'une progression du crédit intérieur engendrant ainsi une hausse de la masse monétaire en ligne avec la progression du PIB nominal.